

Décadence et aveuglements



Un des slogans centraux de la gauche en appelle avec constance à une meilleure répartition des richesses. Certes, toutes choses égales par ailleurs, il vaut encore mieux tendre à réduire les écarts de richesses qu'à les conforter... Mais il faut tout de suite pointer les limites d'une telle revendication : elle suppose presque explicitement que l'on ne touche pas fondamentalement à l'appareillage économique du capitalisme, en particulier du capitalisme mondialisé, ce qui explique en partie au moins la désaffection et la perte d'influence de la gauche. Il faut noter que l'actuelle diffusion planétaire des populismes s'inscrit directement dans une forme très particulière de remise en question de la globalisation économique, tout particulièrement au vu des conséquences vécues par des secteurs de plus en plus larges des populations mondiales, qui pointent la contradiction entre un cosmopolitisme idéalisé par les élites (en général de gauche) et une réalité quotidienne qui se délite sous les effets directs de cette mondialisation (pertes de repères, destructions des emplois, désocialisations, pollutions, pandémies, etc.). La gauche ayant substantiellement lié son sort à la mythologie du progrès est, de fait, incapable de répondre de façon pertinente aux conséquences effectives de ce « progrès », à travers une dynamique indissociablement liée à la poursuite de la diffusion désormais incontrôlée de la mondialisation économique.

Le problème, monumental, est évidemment que la dénonciation populiste de cette mondialisation est majoritairement néo-réactionnaire et néo-nationaliste, réactivant partout des mythologies de la grandeur et de l'autosuffisance nationales, sans voir, sans pouvoir ou vouloir voir, que c'est précisément ce même cadre national qui aura déjà été détruit, du moins significativement affaibli, par la mondialisation capitaliste. Je signale ici que le développement des totalitarismes du début du XX^e siècle était *un moment* d'une phase ascendante de la mondialisation, lié à une mutation des logiques impériales du XIX^e siècle, quand les diverses variantes des actuels populismes de ce début de XXI^e siècle actent au contraire l'émergence d'une impasse des dynamiques de mondialisation que le siècle précédent avait activées. Les totalitarismes du début du XX^e siècle noyaient l'individu dans la masse, les néo-

totalitarismes de ce début de XXI^e siècles fractionnent la masse dans une myriade infinie de particularismes. La globalisation économique est, aujourd'hui, en train de rompre les diverses digues étatiques entre lesquelles elle se développait, changeant ainsi de nature.

Face à un déluge de flux globaux, divers et interconnectés, les logiques populistes cherchent à se barricader derrière des remparts et des forteresses, simultanément physiques, sous la formes de murs frontaliers, comme psychiques, sous la formes de fondamentalismes idéologiques, pour tenter de donner corps à un monde fantasmé comme immobile : cela explique que les populismes sont très généralement liés à des intégrismes religieux, qui fonctionnent comme des sortes d'exorcismes d'un monde qui aura factuellement banni les points fixes.

Jusqu'à la fin du XX^e siècle, en gros jusqu'à l'effondrement de l'URSS, on aura encore pu considérer que les États-nations de l'espace occidental arrivaient à garder une maîtrise toute relative de la globalisation économique, d'ailleurs encore largement définie comme internationalisation de l'économie, ce qui n'est aujourd'hui visiblement plus le cas. Et pourtant, cette mondialisation effective est largement un impensé médiatique comme politique : il n'y a d'ailleurs qu'à voir la place résiduelle et anecdotique qui est accordée à ces problèmes dans les divers contextes nationaux, qui souffrent tous d'un très grave tropisme d'auto-aveuglement national, voire de plus en plus largement nationaliste.

Encore pourrait-on sans doute considérer que le nationalisme lui-même aura muté, passant d'une approche « positive » (la nation X avant tout, indépendamment des autres) à une approche largement « négative » (la nation X contre toutes les autres). Cette dernière mutation doit être corrélée avec la diffusion parallèle de la négation des socialités héritées, à travers les dérives algorithmiques des réseaux sociaux qui ont largement débordé sur les pratiques publiques incarnées, en particulier, par les dérives trumpistes. Ces pseudo-socialités cherchent à se construire sur la haine partagée de l'autre plutôt que sur le commun : les dérives populistes contemporaines se caractérisent en effet par des logiques de partage de haines singulières, celles précisément exacerbées par les algorithmes numériques, plutôt que sur des projections positives valorisant la multiplicité supranationale sur des fondements égalitaires, socle indispensable d'une réactualisation-redéfinition des communs.

Les géants de la Tech partagent avec les populistes une identique approche désocialisée de l'humain, les amplifications de cette désocialisation se repérant tant à l'intérieur des nations qu'à l'extérieur : on peut alors considérer que l'augmentation de la désocialisation interne joue également sur le renforcement du rejet croissant et simultané du multilatéralisme entre les États.

Survient ici un paradoxe : les géants de la Tech numérique sont bel et bien des incarnations de la globalisation la plus aboutie, et ils ont pourtant, avec une belle quasi-unanimité, été amenés à soutenir de plus en plus significativement les nationalismes-populismes qui font leur fonds de commerce du refus de la mondialisation. Comme on ne peut pas invoquer un manque de cohérence, il faut donc bien chercher une rationalité cachée, que je suggère de trouver dans le basculement de l'internationalisme à la globalisation économique, globalisation qui ne laisse pas face à face des acteurs étatiques institués, avec chacun leurs éventuels champions économiques nationaux, mais des acteurs globaux qui ne sont plus descriptibles et appréhendables avec des logiques nationales classiques.

L'économie globalisée doit être dissociée de l'économie multinationale : cette dernière ne se conçoit, en effet, jusque dans ses versions ultralibérales (avant donc leurs mutations libertariennes) qu'à travers une régulation internationale minimale, qui suppose donc un multilatéralisme politique et une régulation optimisée

entre des États qui se reconnaissent un minimum de légitimité réciproque. Or, de fait, l'économie globalisée cherche aujourd'hui à dénoncer le principe même de la régulation internationale, en particulier parce que les États ne sont plus les acteurs qu'ils ont été : pour les acteurs globalisés, dont les *big tech* numériques sont des incarnations paradigmatiques, ce sont l'ensemble des réglementations nationales qui deviennent des freins à leurs logiques de puissance déterritorialisées. Le refus du multilatéralisme étatique se conjugue désormais avec le refus de la régulation économique revendiqué par les acteurs globaux.

L'économie internationalisée se jouait « positivement » des différences nationales, désormais, avec l'économie globalisée et ses produits standardisés au niveau mondial, les différences nationales n'ont plus de justification et de pertinence : ce ne sont plus les firmes multinationales qui devraient s'adapter aux divers contextes nationaux, ce sont au contraire les diverses entités nationales qui sont sommées de s'adapter à la logique des acteurs économiques globaux. Le démantèlement des logiques multinationales aujourd'hui promu par les populistes et les firmes globales n'est cependant une option douteuse que pour les USA, qui conjuguent puissance militaire et financière avec une géolocalisation technologique des grands acteurs globaux : le trumpisme est le liant de cette sauce indigeste pour le reste du monde. Ces acteurs globaux ont en effet besoin d'un relais politique pour accélérer le démantèlement des anciennes (timides) régulations, tant internationales qu'intra-nationales : rien d'étonnant, dans un tel contexte, à ce que le (timide) projet de coordination européenne représente une forme d'antithèse absolue, tout comme les (timides) tentatives de contrôle du dérapage climatique et écologique. Le déni climatique et écologique est consubstantiel au populisme, car assis sur le refus des contraintes et des enjeux de la socialisation interhumaine, qui ne peuvent s'apprécier que dynamiquement et pas statiquement, le refus de l'universalisme organisationnel interne ne peut qu'entraîner et/ou supposer le refus de l'universalisme pratique externe.



Ce qui explique une grande partie de la situation présente, c'est le découplage de plus en plus marqué entre les conditions pratiques d'existence de la vie quotidienne, telles qu'elles sont contradictoirement vécues, et l'ignorance de leurs conditions sociales de production, désormais à l'échelle planétaire, donc hors de portée de l'expérience concrète. Ce découplage, de plus en plus abyssal, relève directement du découplage entre la sphère étatique et la sphère globalisée, quand la dynamique spécifique du XX^e siècle ambitionnait au contraire une régulation croissante, une forme croissante d'intégration. S'en suivent une déréalisation symétrique de la conception héritée de l'universalisme classique, tout comme des référentiels démocratiques qui y sont adossés.

La crise sociétale majeure qui nous enserme et nous étrangle s'origine, de façon tout à fait nouvelle, dans les contradictions entre les sphères étatiques et les sphères globalisées, avec cette particularité qu'elles fracturent transversalement tous les référentiels hérités. Il faut rappeler que, classiquement, il y avait historiquement congruence entre logique étatique et logique universelle, chaque État s'enorgueillissant d'en être l'expression par excellence (et ce ne sont pas les Français qui vont prétendre le contraire...). Ce temps est désormais révolu, la crise ouvre une nouvelle exigence de redéfinition des universaux, dont les logiques algorithmiques s'évertuent en creux à occuper l'espace et à en nier l'urgence, et donc une refondation de leurs conditions paradigmatiques.

Les populismes à la Trump sont de fait des négations pratiques du principe de possibilité d'un universalisme au profit d'une hiérarchisation brute de la puissance, quand, en parallèle, les technophiles de la Tech ne conçoivent leur puissance que

dans un univers dématérialisé et déshistoricisé où toutes les cultures héritées ne sont plus que des chicanes administratives à aplanir. Ce qui montre bien qu'il est advenu une symbiose entre le trumpisme et le monde numérique algorithmique, sur la base d'un rejet assumé du libéralisme historique.

La démocratie moderne (représentative) a accompagné comme une sœur jumelle le développement du capitalisme libéral, certes avec d'énormes vicissitudes et contradictions, aussi longtemps que la sphère productive était peu ou prou congruente avec la sphère politique, quand bien même la gestion de cette sphère échappait à l'ordre politique pour cause d'attribution à une prétendue « sphère privée ». Durant toutes ces décennies, les luttes politiques consistaient à faire bouger les lignes entre, précisément, sphères publiques et sphères privées, ce qui s'est finalement traduit par la création d'un État social, d'un État dit providence, jusqu'à son contournement par les dynamiques de délocalisations massives des industries productives au cours de la fin du XX^e siècle, à travers le déploiement des idéologies néolibérales d'ouverture maximales des marchés au nom de la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Cette dynamique néolibérale, qui a manifestement échoué, aura du moins produit des conséquences généralement imprévues, en particulier une déstructuration sociale et sociétale majeure, actant une scission interne des diverses entités étatiques entre les agents impliqués à des degrés divers dans la globalisation et les laissés-pour-compte de cette même globalisation. C'est cette situation que les populismes contemporains cherchent à nier magiquement, en particulier en revendiquant une relocalisation des industries productives exportatrices, incapables qu'ils sont de voir que le problème vient du principe même de la libre circulation des marchandises, et pas du lieu central de leur exportation. Car, ne nous y trompons pas, lorsqu'ils revendiquent ces relocalisations, c'est essentiellement pour inverser les flux entre importations et exportations. Ce faisant, le statut de ces entreprises globalisées ne changerait pas fondamentalement, et les laissés-pour-compte de la globalisation resteraient pour l'essentiel les mêmes, ces relocalisations ne devenant généralement possibles qu'à travers leur robotisation accélérée dopée à l'IA, qui gomme plus ou moins largement le paramètre des coûts salariaux caractéristique de la période précédente.

Le point commun de toutes les dynamiques populistes contemporaines est ainsi de nier l'échelon désormais planétaire des crises multiformes qui nous assaillent, qu'il s'agisse des problèmes climatiques et écologiques, mais également des problématiques économiques issues de la globalisation capitaliste : il s'agit à chaque fois de nier la perte de pertinence de l'échelon étatique au regard des enjeux désormais globaux, dont aucune solution ne peut plus être dictée par un État particulier à l'encontre de tous les autres, selon les anciens critères de puissance. Cette situation explique en partie au moins le fait que les États les plus puissants et les plus impliqués dans la globalisation – les États-Unis et la Chine en particulier – se livrent à une course à la surpuissance en espérant que leur taille et leur puissance relative leur permettent de réduire, illusoirement, l'écart entre le niveau global et leur niveau spécifique, et espérer ainsi un ascendant sur le reste du monde au nom d'un postulat biaisé selon lequel la puissance dominante incarnerait « nécessairement » les enjeux globaux.

Ce qui a changé depuis les anciennes logiques de puissance impériale, c'est qu'alors il s'agissait de véritablement devenir une puissance incontournable en mesure de dicter ses conditions de vassalisation quand aujourd'hui il s'agit, pour elles, de s'exonérer des contraintes globales qui les dépassent également, voire d'externaliser leurs conséquences négatives sur (tous) les autres. Une telle politique est

par essence incompatible avec les logiques de régulation (limitée) qui s'étaient développées durant le XX^e siècle.

Placer la question écologique et climatique au centre des enjeux existentiels de l'humanité, c'est nécessairement acter la non-pertinence de l'échelon étatique, qui ne peut donc relever de la solution mais seulement incarner le problème. Ce qui, très probablement, donne une partie de l'explication au renforcement policier et militaire des États : la simultanéité de ces développements ne peut pas avoir d'explications locales, mais implique presque nécessairement une explication globale sous la forme de contraintes et d'enjeux qui s'appliquent en même temps à tous les États concernés, qui, certes, peuvent ensuite en faire des déclinaisons plus singulières. Dénoncer le renforcement policier des États, la montée significative des populismes nationalistes, chaque fois et systématiquement au nom et à partir de cadres nationaux particuliers, me semble voué à l'échec : c'est se focaliser sur le doigt du sage qui montre la lune...

Il faut bien comprendre que le capitalisme contemporain n'est pas, n'est plus (s'il l'a jamais été !), réductible à la somme des capitalismes nationaux : il est largement devenu hors de contrôle des entités étatiques, quand bien même celles-ci ne sont pas égales pour en limiter à la marge, avec des performances variables, les abus. Ce qui se passe par exemple avec les mastodontes américains ou chinois de la Tech numérique le montre avec éclat : les logiques de dérégulation libertarienne n'auraient aucun sens si les entreprises globalisées n'avaient pas acquis, ces dernières décennies, une autonomie significative à l'égard des logiques étatiques.

Il me semble, même si cela pose d'incommensurables problèmes pratiques, que la critique du capitalisme contemporain ne peut plus se faire sur des bases nationales et qu'il faille absolument essayer de partir d'une position de surplomb à l'égard des États : cette position intègre nécessairement le caractère globalisé des enjeux climatiques et écologiques, le caractère globalisé de l'économie capitaliste. Que chacun combatte les problématiques sociales et sociétales dans son petit État particulier ne mène visiblement nulle part, comme l'atteste l'effondrement des gauches en symétrie d'un renforcement des illusions nationalistes et xénophobes. Les résultats obtenus par la logique des solutions locales aux problèmes globaux sont sujet à caution, même si on ne peut pas non plus ne pas considérer que ce soit mieux que rien, ne serait-ce que pour le moral et la sociabilité : mais cela ne sera jamais suffisant.

Si le capitalisme se caractérise (entre autres avec la libre circulation des capitaux) par la libre circulation des marchandises, la critique du capitalisme suppose également la critique et la remise en question de cette liberté de circulation des marchandises. Une des conditions de possibilité de leur circulation est leur production centralisée, idéalement en un point unique sur la planète, pour cause d'optimisation des coûts et de rationalisation des modèles (comme tendance de fond d'une dynamique de centralisation et de monopolisation). Le problème des gauches est qu'elles ne contestent pas véritablement ce modèle archétypal, se contentant de promouvoir une « socialisation » des moyens de production pour un « meilleur partage des richesses », sauf que cette revendication était parlante lorsque les productions étaient, pour l'essentiel, locales (nationales) à destination locale (nationale). Cela ne fonctionne visiblement plus dans le contexte d'une économie globalisée, dont le développement aura été parallèle à l'effondrement des gauches populaires.

On peut retenir que, depuis le tournant du siècle, une certaine tendance à vouloir relocaliser les entreprises productives revient à l'ordre du jour, mais ce n'est jamais au nom de la critique de cette libre circulation des marchandises, seulement

pour en réguler autrement les flux globaux et tenter, pour les acteurs étatiques, d'en capter une part financière moins anecdotique.

Parler de critique de la circulation des marchandises signifie bien autre chose ; c'est refuser, par principe, leur circulation et donc refuser une production avec une logique d'exportation en dehors d'une sphère (optimale à définir) de consommation localisée. Mais refuser cette circulation des marchandises implique deux contraintes : la première, c'est la libre reproductibilité des moyens de production ainsi que leur calibrage et leur adaptation à des sphères géographiques de production optimisées et circonscrites ; la seconde, c'est un libre accès à ces moyens et aux compétences techniques éventuellement indispensables. Il va de soi que ces moyens ne peuvent relever que d'une gestion collective de leurs usagers comme de leurs bénéficiaires.

Si le principe général ici posé est relativement simple dans sa formulation, son application l'est infiniment moins. D'une part, parce que tous les intrants des « biens d'usage » ne sont pas universellement disponibles partout. D'autre part, parce que, en fonction des dispositifs techniques spécialisés concernés, tous les moyens nécessaires ne sont pas généralisables géographiquement à n'importe quelle échelle : s'il est pertinent de prévoir une boulangerie pour un quartier urbain, le problème n'est pas le même pour un haut-fourneau. Des aléas locaux, en particulier climatiques ou épidémiques, catastrophe géologique ou autre, peuvent par ailleurs nécessiter des transferts d'urgences d'une région à une autre, proche ou lointaine, à plus ou moins longue échéance et durée. Tous ces éléments demandent des degrés variables de coopération et d'échanges. La défense du principe de l'accès universel aux moyens me semble être la condition de la coopération volontaire, et donc non subie.



Toute réalité historique relève nécessairement d'une contradiction irréductible entre logiques de continuité et logiques de rupture : on reconnaît les logiques de pouvoir dans leur nécessaire parti-pris en faveur des logiques de continuité, ce qui suppose des jeux complexes et contorsionnistes variables pour rendre compte des phénomènes émergents de rupture, qui sont fondamentalement niés, car logiques de continuité et logiques de rupture ont des bases paradigmatiques qui ne se recouvrent que très mal. Il faut rappeler que le fondement historique des États est de garantir la double cohérence et stabilité du monde, que ce soit dans sa dimension cosmique comme dans sa dimension sociale, l'une étant, sur le plan historique long, le miroir de l'autre. On peut alors considérer que la guerre aura été le moyen par excellence de résoudre cette contradiction originelle entre dynamiques de continuité et dynamiques entropiques de rupture. Ce début de XXI^e siècle se caractérise ainsi par un niveau inégalé de forces de rupture, la réalité vécue n'ayant sans doute encore jamais été remise en question avec une telle intensité dans ses modalités pratiques comme idéelles alors que les cohérences sociétales, instituées autour des logiques d'État, s'enfoncent dans des logiques de négation réactionnaire du gouffre béant qui délégitime, comme rarement auparavant, les référentiels de stabilité antérieurement définis. Le premier carburant de la guerre est le refus de la prise en compte de la transformation déjà réalisée de la réalité au nom d'une réalité mythifiée dans une tentative de réaffirmation magico-religieuse des continuités fondatrices face à des dynamiques largement incomprises et non maîtrisées. Encore faut-il préciser, contrairement à ce que l'on a pu penser dans le contexte des logiques progressistes, que ces dynamiques de rupture ne sont pas des préfigurations d'une réalité future qu'il suffirait de laisser émerger, qu'elles seraient par essence « positives » : ces dynamiques ne sont que l'expression d'une impossibilité de continuer

comme avant, ne présageant en rien d'une positivité à construire, imaginer, inventer, non à partir d'une table rase, mais sur une base héritée, comme fondement d'un nouveau pôle de stabilité, comme fondement d'une nouvelle « originellité » historique mais pourtant nécessairement provisoire, car devant refuser désormais tout référentiel conçu comme absolu et intemporel.

Plus les contradictions entre forces centrifuges et centripètes, forces de continuité et forces de rupture, s'accroissent, s'amplifient, se densifient, plus celles-ci se traduisent sous des formes violentes : la violence ne mesure cependant pas l'amplification de la domination, mais est directement fonction de la perte d'emprise des cadres institués sur leur réalité pour tenter de la sauvegarder, serait-ce envers et contre tout. La violence, certes, paralyse, démobilise, brutalise, incarcère, torture, viole, tue, massacre les oppositions et les opposants ; il n'empêche, la violence instituée doit être mise en relation avec une perte d'emprise sur la transformation de la réalité, et pas sur un renforcement de cette emprise : plus cette perte d'emprise s'amplifiera, plus la violence institutionnelle s'accélérera et s'intensifiera, comme le démontrent jour après jour les diverses variantes des « Make nation X great again », le mot important étant bien entendu « again », comme expression d'une dépossession réalisée. Comment ne pas penser ici à l'Iran, à la Palestine, sans oublier tant d'autres situations dramatiquement et tragiquement honteuses...

C'est cette dépossession de la maîtrise de la réalité par le cœur institué de la société qui doit devenir le cœur de la contestation, l'expression des ruptures actives sous-jacentes qui rendent illégitimes les revendications de continuité, de permanence, de puissance de tous les pouvoirs établis. Penser la possibilité, la désirabilité, d'une révolution, c'est essayer de sortir des approches sociétales et historiques qui placent les processus continus et cumulatifs au cœur des dynamiques de transformation de la réalité. Si un point de bascule, de bifurcation, doit se trouver, ce ne sera jamais (uniquement) parce que la contradiction entre les riches et les pauvres aura atteint un plafond, ce ne sera jamais (uniquement) parce que les dominés auraient touché un fond de la résignation, etc. Tout point de bifurcation suppose l'irruption d'une originalité historique qui empêche de considérer le présent comme la continuation essentielle du passé. L'irréversibilité de l'histoire doit être comprise comme une des clés de lecture du réel. Et ce point existe : c'est le phénomène qui a été désigné comme anthropocène-capitalocène, et qui s'exprime comme un changement structurel et qualitatif – au sens de rupture, de basculement, de bifurcation dans un processus d'abord quantitatif qui mute substantiellement – de la mondialisation, qui vide de leur substance et de leur cohérence les anciennes dynamiques nationales-étatiques, dont le pseudo-retour des empires est une manifestation idéologique qui vise fallacieusement à banaliser le passé et le déjà-connu. Il y a certes des apparences de continuité, déclinées à l'envi sur toutes les scènes médiatiques (*cf.* toutes les déclinaisons des multiples formes de « retours » – des empires, des colonies, des nations, des chefs, des religions, des fascismes, des traditions, etc. *ad nauseam*). Derrière tous ces « retours », il s'agit de pointer des tentatives actives, formelles et informelles, de négation des ruptures et des bifurcations qui empêchent la continuation effective des mondes d'avant. Mais il faut le répéter encore et encore : constater l'impossibilité de la continuation de ces mondes d'avant n'implique strictement rien sur l'émergence de mondes alternatifs, et surtout pas une quelconque nécessité prédéfinie qu'il suffirait d'identifier et de reconnaître.

Articuler les violences étatiques néo-impériales contemporaines à des logiques de domination capitaliste, c'est à mon sens passer à côté de plusieurs points fondamentaux. La logique de la mondialisation n'est pas réductible à des logiques étatiques, bien au contraire, car elles sont en concurrence directes et seulement marginalement complémentaires : cette contradiction entre niveaux nationaux et niveaux globaux n'a d'ailleurs fait que se développer jusqu'à devenir incontournable

dans la compréhension du moment présent. Ce qui explique, au moins partiellement, les violences étatiques contemporaines, ce n'est pas un stade supérieur atteint par l'organisation étatique, mais sa perte de substance face à des dynamiques qui le dépassent. La pseudo-réactivation des logiques impériales que l'on essaye de nous vendre est l'indice d'une perte de cohérence historique de la forme État-nation porté par la modernité réactivant une forme appauvrie et pré-libérale de la puissance : ce n'est pas pour rien que les références historiques des Trump, Poutine, Xi, Modi, Erdogan, Netanyahu et consorts font toutes l'impasse sur le XX^e siècle...

Nous assistons à une remise en question sans précédent de l'État libéral historique : mais ce ne sont pas les forces néo-réactionnaires contemporaines, dont on ne soulignera jamais assez la dynamique planétaire et globale qui les porte et qui interdit *de facto* les tentatives d'explication sur des bases nationales, qui en sont à l'origine (quand bien même elles peuvent, par effet rebond, en renforcer la dynamique). Ces forces néo-réactionnaires sont la conséquence d'une dynamique de dévitalisation de l'État-nation libéral. La clé de compréhension de la situation présente réside dans le divorce de plus en plus profond entre les pratiques effectives qui transforment le monde et sa réalité et les cohérences intellectuelles héritées qui sont censées en rendre compte. D'ailleurs, lorsque l'on signale que ce ne sont plus seulement aujourd'hui les rapports de force brute qui importent au final, on ne dit pas autre chose, on ne fait que constater l'échec des rationalités historiques héritées à rendre compte du réel.

De la même manière, lorsque l'on déplore avec force larmes de crocodile la démonétisation du droit international, sous l'effet supposé de la gangstérisation de l'économie et des logiques de puissance, il faudrait plutôt chercher à lire cette situation comme le résultat du fait qu'il ne peut plus y avoir de droit international quand son fondement, à savoir les États-nations, est en pleine déliquescence, déliquescence qui laisse le champ libre à la prolifération des logiques mafieuses et libertariennes qui infusent dans les interstices et les zones grises juridiques et extra-juridiques encadrant les diverses légalités nationales (et ce, quand bien même on continue à vouloir nous faire croire que le problème ne relèverait que des mauvais acteurs qui tenteraient – pour de mesquins et hypocrites intérêts particuliers – de s'abstraire d'un droit international positivement défini et pertinent). L'effondrement du droit international n'est pas le résultat de tentatives de s'émanciper des anciennes références universalistes, mais de la prise en compte de l'inadéquation de ces fondements universalistes à rester en phase avec la transformation effective du monde : l'universalisme issu du référentiel westphalien ne peut survivre à la disqualification des référentiels étatiques dont il dépendait.

Le *Manifeste du Parti communiste* proclamait que les ouvriers n'ont pas de patrie. La réalité a dramatiquement démenti ce beau postulat : le paradoxe actuel serait plutôt que les ouvriers (au moins une partie d'entre eux) se lamentent de ne plus avoir de patrie, par déliquescence en cours des patries elles-mêmes, ce qui explique la montée des populismes, la crise des représentations politiques classiques et les néo-impérialismes trumpiste ou poutinien en tant qu'incantations magiques pour conjurer les forces de leur déchéance et leur décadence dans des promesses apocalyptiques des plus sérieuses.

Les forces dominantes qui cadencent la réalité globale sont désormais toutes d'échelle planétaire, qu'il s'agisse des contraintes écologiques et climatiques, des stratégies globales des acteurs économiques mondialisés, des ressources environnementales, aquifères, minérales, agricoles, énergétiques, etc. Et pourtant, avec une redoutable unanimité, les référentiels idéologiques qui s'expriment encore

dans les différents espaces étatiques mettent tous la tête dans leurs sables nationaux : c'est à qui chaussera désormais les œillères nationalistes les plus clinquantes pour proposer des solutions nationales aux grands enjeux globaux quand il s'agit de redéfinir les enjeux globaux eux-mêmes, de les prendre à bras le corps sans passer par les niveaux locaux en première instance. Le temps de l'adaptation passive à des défis considérés comme « externes » est révolu : ils sont bien devenus des contraintes sociales « internes ». Le problème est que nos sociétés sont historiquement formatées pour traiter tous les problèmes envisageables sur des bases nationales, et au mieux dans le cadre de coopération interétatiques : or c'est bien ce niveau étatique qui est devenu le problème, tant conceptuellement que pratiquement. Cela ne veut bien entendu pas dire que le capitalisme globalisé qui tend à s'abstraire des contraintes nationales puisse être une quelconque solution ; il n'est et ne reste en effet qu'une forme parasitaire des logiques étatiques.

LOUIS

Colmar, 13 janvier 2026

[Texte repris du blog « En finir avec ce monde »¹]

– À contretemps / En lisière / mars 2026 –

[<http://acontretemps.org/spip.php?article1152>]



AC

¹ <https://en-finir-avec-ce-monde.fr/>